

**MINISTRE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES**

SECRETARIAT GENERAL

**DIRECTION GENERALE DU TRESOR
ET DE LA COMPTABILITE PUBLIQUE**

**DIRECTION DE LA DETTE PUBLIQUE
ET DU FINANCEMENT**



REPUBLIQUE TOGOLAISE
Travail – Liberté – Patrie

RAPPORT ANNUEL DE LA DETTE PUBLIQUE AU 31 DECEMBRE 2021



Février 2022

LISTE DES TABLEAUX ET FIGURES

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Evolution des rendements des émissions par adjudication en 2021	8
Tableau 2 : Evolution des rendements des émissions des OAT de l'Etat togolais par adjudication en 2021	9
Tableau 3 : Répartition par type de créancier des engagements signés en 2021 (en milliards de FCFA)...	10
Tableau 5 : Caractéristiques des Emissions d'obligations du Trésor effectuées en 2021	13
Tableau 6 : Encours de la dette publique de 2018 à 2021 (en milliard de FCFA)	15
Tableau 7 : Situation de la dette de 2018 à 2021	16
Tableau 8 : Dynamique de la dette intérieure entre 2020 et 2021	17
Tableau 9 : Dynamique de la dette extérieure au 31 décembre 2021	18
Tableau 10 : Caractéristiques et encours des emprunts bilatéraux au 31 décembre 2021	19
Tableau 11 : Caractéristiques et encours des emprunts multilatéraux au 31 décembre 2021	20
Tableau 12 : Caractéristiques et encours des emprunts commerciaux au 31 décembre 2021	20
Tableau 13 : Indicateurs de coût et de risques à fin décembre 2021	21
Tableau 14 : Encours des prêts garantis en 2021 par l'Etat en milliard de FCFA	25

LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Courbe de rendement du Togo au 31 décembre 2021	9
Figure 2: Répartition par secteur de financements obtenus en 2021	11
Figure 3 : Situation des décaissements extérieurs au titre la loi de finances, gestion 2021 en milliard de FCFA	11
Figure 4 : Réalisation des émissions de titres publics par maturité au 31 décembre 2021	12
Figure 5: Evolution des taux de couverture des émissions de titres publics de 2018 à 2021	14
Figure 6 : Evolution des émissions de titres publics de 2016 à 2021	17
Figure 7 : Composition de l'encours de la dette extérieure par type de créancier et par devise à fin 2021 .	18
Figure 8 : Profil d'amortissement de la dette à fin décembre 2021	22
Figure 9 : Seuil de viabilité de la dette extérieure	26
Figure 10 : Seuil de viabilité de la dette totale (VA/PIB)	27

SIGLES ET ACRONYMES

AVD	Analyse de Viabilité de la Dette
BADEA	Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique
BCE	Banque Centrale Européenne
BCEAO	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BEI	Banque Européenne d'Investissement
BID	Banque Islamique de Développement
BIDC	Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO
BOAD	Banque Ouest Africaine de Développement
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CNDP	Comité National de la Dette Publique
CNY	Yuan renminbi
CVD	Cadre de Viabilité de la Dette
DDPF	Direction de la Dette Publique et du Financement
DGEAE	Direction Générale des Etudes et de l'Analyse Economique
DGTCP	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
FAD	Fonds Africain de Développement
FEC	Facilité Elargie de Crédit
FED	Réserve Fédérale des Etats Unis
FCFA	Franc de la Communauté Financière Africaine
FIDA	Fonds International de Développement Agricole
FSN	Fonds Spécial du Nigéria
FMI	Fonds Monétaire International
EUR	Euro
IDA	Association Internationale de Développement
MUFG	Mitsubishi UFJ Financial Group
OPEC	Organisation de l'OPEP pour le Développement International
OTR	Office Togolais des Recettes
PIB	Produit Intérieur Brut
PND	Plan National de Développement
UCF	Unité de Compte FAD
USD	Dollar des Etats Unis
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
UMOA	Union Monétaire Ouest Africaine

Introduction

Le présent rapport témoigne de la volonté des autorités togolaises de poursuivre les réformes engagées ces dernières années pour renforcer la transparence dans la gestion de la dette publique conformément aux bonnes pratiques internationales.

Ledit rapport rend compte de la mise en œuvre de la stratégie d'endettement, la ventilation de la dette publique par devise, par structure d'échéance et par structure de taux d'intérêt ainsi que l'utilisation des ressources mobilisées.

Il s'articule autour des points ci-après :

- les objectifs de la gestion de la dette publique ;
- le contexte macroéconomique et financier ;
- le point sur la mise en œuvre de la stratégie d'endettement public de l'année 2021 ;
- la structure de la dette publique ;
- les indicateurs de coût et risques du portefeuille de la dette publique ;
- la dette garantie par l'Etat ;
- les activités du Comité National de la Dette Publique ; et
- le point de mise en œuvre des réformes.

I- OBJECTIFS DE LA GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE

Les objectifs de la gestion de la dette publique au Togo s'alignent sur les standards communautaires et internationaux. Ils visent à (i) assurer les besoins de financement de l'Etat avec un compromis de risques et de coût acceptable et le paiement à temps réel de ses échéances, (ii) maintenir les indicateurs de viabilité et de soutenabilité de la dette publique en-dessous de la norme communautaire de l'UEMOA et des seuils définis dans le nouveau Cadre de Viabilité de la Dette (CVD) développé par le FMI et la Banque Mondiale, (iii) promouvoir le marché des titres d'Etat.

II- EVOLUTION DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES PUBLIQUES

A. Evolution de l'économie et des taux d'intérêt

1- Evolution de l'économie

En 2021, l'activité économique a évolué dans un contexte national marqué par le début de la mise en œuvre des projets et réformes contenus dans la feuille de route gouvernementale Togo 2025. Le regain de l'activité serait porté par la bonne tenue de toutes les branches d'activités.

Le secteur de l'agriculture continuerait par bénéficier des mesures de soutien du gouvernement, notamment la mise à disposition des intrants agricoles et du mécanisme incitatif de financement agricole (MIFA). En effet, pour accélérer le développement et la transformation profonde du secteur de l'agriculture et lui permettre de renforcer son rôle de moteur de la croissance économique avec une participation plus active des investisseurs privés, le Togo s'est doté d'une nouvelle politique agricole.

La mise en œuvre des grands projets agricoles soutiendrait le raffermissement de la croissance de l'agriculture qui afficherait un taux de croissance de 4,8%. Par ailleurs, la demande de produits carnés induite par la croissance démographique et l'amélioration des revenus tireraient significativement l'activité dans le secteur de l'élevage, avec une croissance moyenne de 5,1%. La production halieutique progresserait également de 5,1%.

Le secteur industriel consoliderait sa croissance en 2021, suite aux investissements privés et publics qui seraient réalisés dans le cadre de la mise en œuvre des projets de la feuille de route gouvernementale Togo 2025 et la mise en œuvre du plan de relance économique. Le secteur des bâtiments et travaux publics (BTP) connaîtrait un taux de croissance de 12,2% en liaison avec l'extension du réseau routier rural et la réhabilitation des routes nationales.

Les services bénéficieraient des bonnes performances des autres secteurs en plus des projets de la feuille de route gouvernementale Togo 2025. Le dynamisme dans les télécommunications se poursuivrait sous l'effet de l'extension de la couverture réseau internet fixe et mobile, du renforcement du raccordement internet au réseau mondial et de la digitalisation des principaux services publics. Les services financiers consolideraient leur croissance avec la création d'une banque digitale pour tous. Toutefois, les activités liées au tourisme, à l'hôtellerie et à la culture sont toujours perturbées par la crise sanitaire et la reprise reste tributaire de la maîtrise de la pandémie.

En définitive, la reprise de l'activité économique se renforcerait grâce aux investissements et à la consommation finale. Sous l'hypothèse d'une maîtrise de la crise sanitaire, le taux de croissance du PIB réel devrait ressortir à 5,3% en 2021. Le PIB nominal connaîtrait une hausse de 7,0% en 2021 pour s'établir à 4 665,4 milliards de FCFA.

Au titre des finances publiques¹, la politique budgétaire vise un renforcement de la mobilisation des recettes et une maîtrise des dépenses. Les réformes fiscales sont orientées vers la poursuite de la modernisation de l'administration fiscale, la création d'un environnement fiscal attractif aux investissements privés garantissant l'équité et la justice fiscales et offrant des services de qualité aux opérateurs économiques.

S'agissant de la maîtrise des dépenses publiques, elle porte sur l'efficacité et l'efficience dans les choix stratégiques et la gestion des allocations budgétaires, à travers l'opérationnalisation des budgets-programmes dans toute l'administration publique dans l'optique de la gestion axée sur les résultats.

Dans ce contexte, le déficit budgétaire de 2021 est projeté à 6,5% du PIB, en amélioration par rapport à 2020, dû essentiellement à une baisse des dépenses liées à la lutte contre la COVID-19 et à une amélioration des recettes. L'encours de la dette publique rapporté au PIB devrait ressortir à 62,4% à fin décembre 2021 contre 58,6% en 2020.

Au titre des échanges extérieurs, les exportations de biens et services augmenteraient en 2021 et porteraient principalement sur les produits miniers, les produits de rente et les produits agro-industriels. Grâce à ces derniers, le Togo devrait accroître ses exportations sous régionales. En lien avec le renforcement du tissu industriel, les importations d'équipements industriels progresseraient également. La balance courante serait déficitaire et représenterait 2,5% du PIB contre 1,5% en 2020.

¹ Données d'exécution non disponibles au titre de l'année 2021.

En ce qui concerne la situation monétaire, elle serait marquée par une expansion de la masse monétaire en liaison avec le renforcement du dynamisme de l'activité économique. Cette évolution serait consécutive à une augmentation des actifs extérieurs nets et des créances intérieures.

2- Evolution des taux d'intérêts

En réponse à la crise, la Réserve Fédérale des Etats Unis (FED) a abaissé ses taux directeurs de 150 points de base en mars 2020 pour atteindre le plancher historique de 0,25 %. La Banque Centrale Européenne (BCE) a également conservé son taux directeur à 0% en vigueur depuis 2016 (en gardant ses autres taux bas : taux de dépôt à -0,5 %, et la facilité de prêt marginal à 0,0%) et a diminué davantage le taux de refinancement des nouveaux crédits bancaires (accès, pour les banques, à cette liquidité jusqu'à un taux de -1.0 %) en juin 2020.

En complément de ces mesures sur les taux, la BCE et la FED ont également utilisé leur programme de rachat d'actifs. La FED a relancé son programme de rachat (à hauteur de 80 milliards USD d'obligations du trésor américain et 40 milliards USD de titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles et commerciales). La BCE, quant à elle, a lancé un nouveau programme d'achat d'urgence en mars 2020, le « Pandemic emergency purchase », d'une enveloppe globale de 1 850 milliards EUR.

À la suite des pressions inflationnistes, le cap de la politique monétaire des banques centrales américaine et européenne a changé en octobre 2021. Lors de sa dernière réunion, la FED a annoncé la fin de son programme de rachat d'actifs pour mars 2022. Elle a aussi indiqué dans sa « forward guidance » de nouvelles hausses de taux graduelles pour l'année 2022, dont l'augmentation pourrait dès le mois de mars atteindre entre 0,25 et 0,75 points de base. Le marché anticipe entre 100 et 200 points de base au total de hausse sur l'année 2022.

Concernant la BCE, Christine LAGARDE, lors de la dernière réunion, a laissé entrouverte la possibilité d'une hausse des taux en 2022. Les marchés attendent deux hausses des taux directeurs de la BCE pour un total allant de 0 à 50 points de base selon les anticipations. La BCE a également annoncé vouloir mettre fin à son programme de rachat d'actifs PEPP à l'horizon fin mars 2022 qu'elle va compenser par le doublement de son rythme de rachat d'actifs momentanément.

Dans l'UEMOA, sur le marché monétaire, on note une détente des taux d'intérêt qui s'est poursuivie au cours du troisième trimestre 2021, en ligne avec l'orientation accommodante de la politique monétaire de la Banque Centrale. Le taux d'intérêt moyen pondéré sur le marché interbancaire, toutes maturités confondues, est ressorti en légère baisse, s'établissant à 2,60% au

troisième trimestre 2021 contre 2,61% un trimestre plus tôt et 3,01% à la même période de l'année précédente².

L'année 2021 est marquée par un contexte de liquidités favorables aux émissions sur le marché des titres publics, au regard des performances enregistrées sur les émissions.

Par ailleurs, les émissions de maturité plus longues sont plus régulières et les rendements des titres étant en chute, évoluent désormais en fonction de leur maturité.

Alors que les maturités plus longues disponibles sur le marché en 2019 étaient celles de 5 ans (les titres de 7 ans étant rares : 05 émissions au total), depuis 2020 les émissions de maturité 7 ans se sont multipliées pour s'étendre à 7 des 8 pays membres de l'UMOA. De plus, les titres de 10 ans sont désormais émis depuis 2020 (3 émissions) et deviennent plus réguliers en 2021.

Dans le même ordre d'idées, alors que les émissions de maturité inférieure étaient souvent plus rémunérées que celles de maturité supérieure, depuis 2020, cette tendance se normalise. Ainsi, sur les années 2020 et 2021, les rendements sont fonction croissante des maturités.

Tableau 1 : Evolution des rendements des émissions par adjudication en 2021

Evolution de la moyenne des Taux Moyens Pondérés (TMP*) dans l'UMOA				
Année \ Maturité	2018	2019	2020	T3 2021
6 mois	6,12%	5,50%	4,32%	3,04%
1 an	6,20%	5,31%	4,69%	3,80%
3 ans	7,57%	6,45%	6,22%	5,53%
5 ans	7,30%	6,77%	6,34%	5,74%
7 ans	6,25%	6,35%	6,48%	5,97%
10 ans	-	-	6,50%	6,08%

Source : UMOA-Titres

Les rendements ont baissé sur tous les points de la courbe des rendements en 2021 sauf pour 10 ans et l'émission inaugurale de 15 ans effectué en 2021 qui n'a pas de benchmark dans la sous-région.

² BCEAO, **Rapport sur la politique monétaire dans l'UMOA - Décembre 2021**

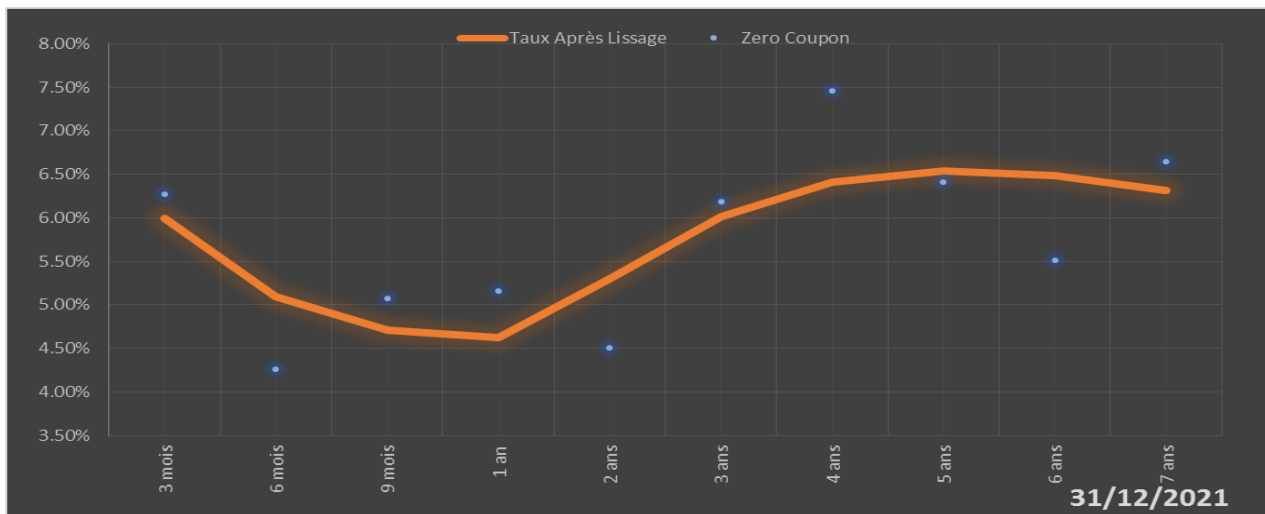
Les taux de sortie des émissions de l'Etat du Togo sur les points de maturité 3 ans, 5 ans et 7 ans sont en baisse comparé à ces mêmes maturités en 2020 avec une différence de 38 pbs, 50 pbs et 48 pbs respectivement comme le montre le tableau et la figure ci-dessous.

Tableau 2 : Evolution des rendements des émissions des OAT de l'Etat togolais par adjudication en 2021

Maturité	RMP au 30/11/2021	RMP au 31/12/2020	Variation
6 mois	4,17%	-	-
3 ans	5,87%	6,25%	-0,38%
5 ans	5,92%	6,42%	-0,50%
7 ans	6,01%	6,49%	-0,48%
10 ans	6,04%	-	-
15 ans	6,22%	-	-

Source : UMOA-Titres

Figure 1 : Courbe de rendement du Togo au 31 décembre 2021



Source : UMOA-Titres

III- POINT SUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA STRATEGIE D'ENDETTEMENT EN 2021

A- Financements extérieurs

1- Nouveaux engagements extérieurs

La stratégie retenue pour l'année 2021 vise le recours aux ressources concessionnelles et semi-concessionnelles, tout en contribuant au développement du marché des titres publics de l'UEMOA par l'émission des titres publics de moyen terme (5 ans et plus). Cette stratégie avait mis l'accent sur la possibilité d'une gestion plus active de la dette à travers les mécanismes de rachat et d'échange de titres afin de lisser davantage le profil d'amortissement et atténuer le risque de refinancement.

Au titre de l'année 2021, le montant des engagements extérieurs du Gouvernement togolais y compris la BOAD est estimé 224,61 milliards de FCFA, ventilé par type de créanciers comme l'indique le tableau ci-dessus :

Tableau 3 : Répartition par type de créancier des engagements signés en 2021 (en milliards de FCFA)

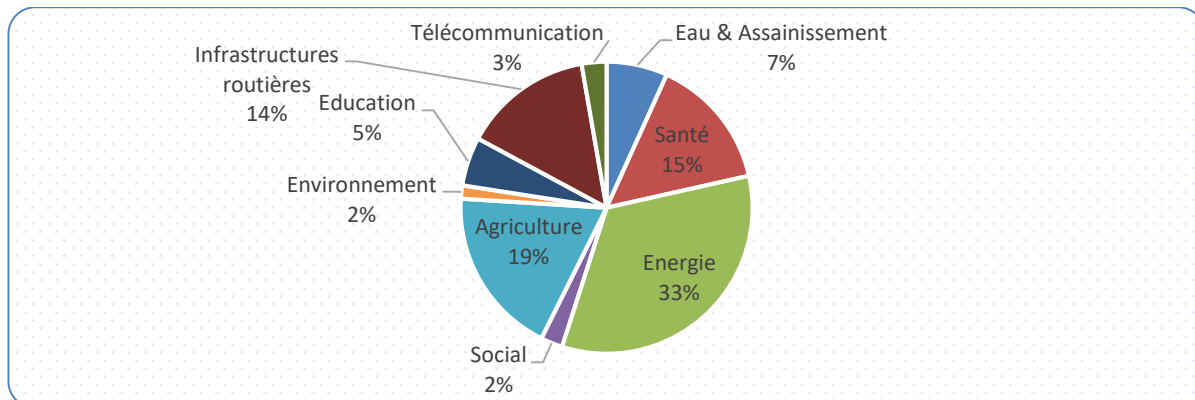
CREANCIERS	MONTANT DES ENGAGEMENTS SIGNES EN 2021	EN %
BILATERAUX	26,24	11,68%
COMMERCIAUX	59,11	26,32%
MULTILATERAUX	123,53	55,00%
BOAD	15,73	7,00%
TOTAL DES ENGAGEMENTS	224,61	100%

Source : DGTCP

Cette politique de mobilisation des ressources extérieures est en phase avec les orientations du document de stratégie d'endettement public 2021-2025 qui vise la mobilisation des ressources auprès des créanciers extérieurs concessionnels.

Le graphique ci-dessous montre la répartition des emprunts extérieurs en 2021 par secteur. Il s'agit des secteurs : de l'Energie, de l'Agriculture, de la Santé, des infrastructures routières, de l'Eau et Assainissement, de l'Education, de la Télécommunication, de l'Environnement et du Social.

Figure 2: Répartition par secteur de financements obtenus en 2021



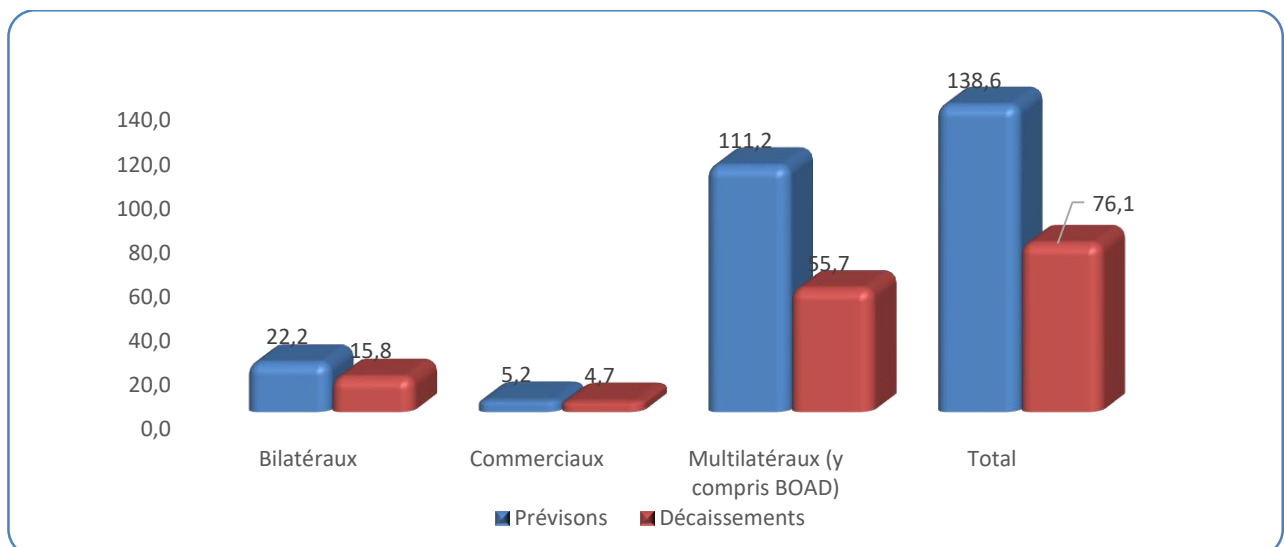
Source : DGTCP

2- Etat de mise en œuvre du plan de financement 2021

Au titre de l'année 2021, le montant total décaissé (extérieur et sur le marché régional) se chiffre à 716,3 milliards de FCFA contre une prévision de 785,6 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 91,3%.

Les demandes de décaissements en 2021 transmis aux bailleurs se chiffrent à 76,1 milliards de FCFA, soit 54,93% des prévisions inscrites dans la loi de finances pour un montant de 138,6 milliards de FCFA.

Figure 3 : Situation des décaissements extérieurs au titre de l'année 2021 en milliard de FCFA

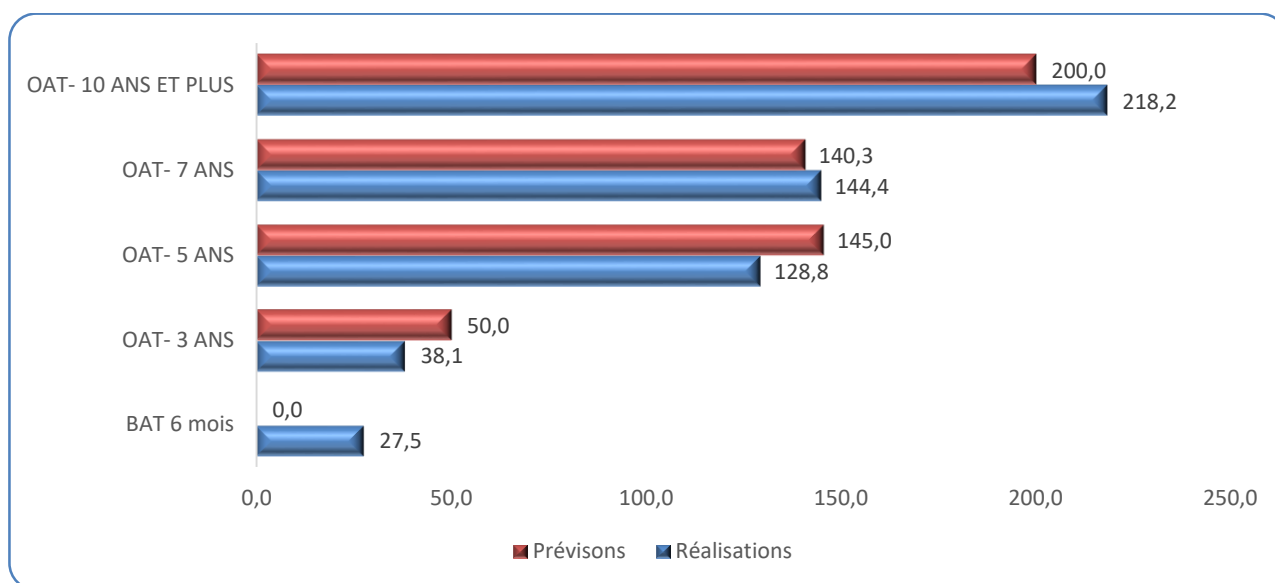


Source : DGTCP

B - Financements intérieurs

Au cours de l'année 2021, le Trésor Public a émis des obligations du Trésor sur le marché régional de l'UMOA pour couvrir le besoin de financement inscrit au budget pour un montant de 529,50 milliards de FCFA contre une prévision de 535,3 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 98,92%. Pour les besoins de trésorerie, un bon du trésor infra annuel de six (6) mois d'un montant de 27,5 milliards de FCFA a été émis. La répartition par maturité est indiquée sur la figure ci-dessous.

Figure 4 : Réalisation des émissions de titres publics par maturité au 31 décembre 2021



Source : DGTCP

a - Obligations du Trésor

Les obligations assimilables du Trésor sont émises respectivement pour 38,07 milliards de FCFA d'une maturité initiale de 3 ans, 128,84 milliards de FCFA pour une maturité initiale de 5 ans, 144,36 milliards de FCFA pour une maturité initiale de 7 ans, 163,24 milliards de FCFA pour une maturité initiale de 10 ans et 55 milliards de FCFA pour une maturité initiale de 15 ans. Il faut souligner que toutes les obligations de 2021 sont in fine et émises par voie d'adjudication.

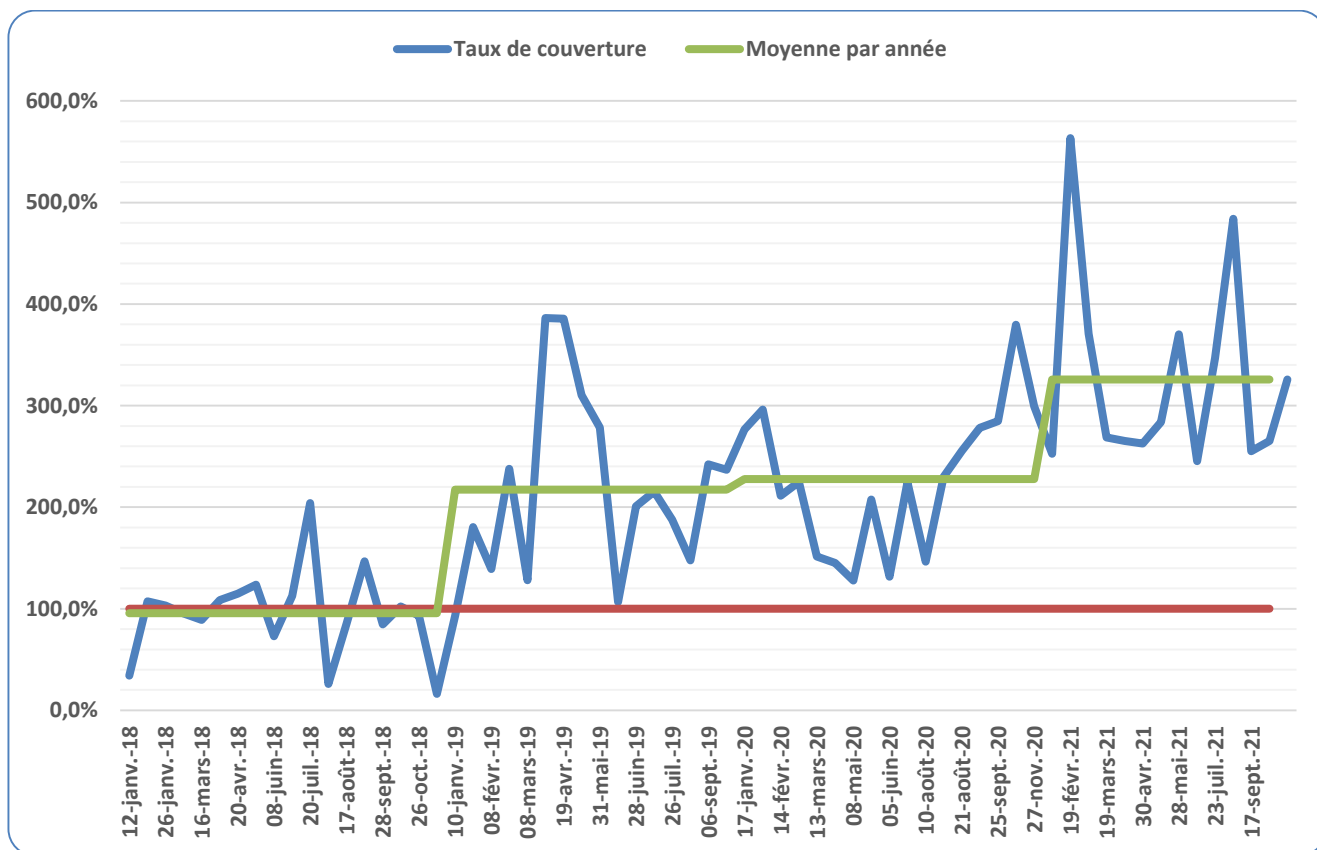
Tableau 4 : Caractéristiques des Emissions d'obligations du Trésor effectuées en 2021

	Date de l'adjudication	Code ISIN	Échéance	Coupon (%)	Volume mis en adjudication (million de FCFA)	Volume proposé (million de FCFA)	Volume émis (million de FCFA)	Taux de couverture du montant mis en adjudication par les soumissions	Taux de couverture du montant mis en adjudication par les soumissions retenues	Taux/Prix moyen pondéré	Rendement moyen pondéré (%)
Obligations du Trésor					485 000	1 472 265	529 500	303,56%	109,18%		
<i>Obligations du Trésor à 3 ans</i>	22/01/2021*	TG0000001486	25/01/2024	6,15%	80 000	76 297	24 366	95,37%	30,46%	100,13%	6,10%
	05/03/2021*	TG0000001528	08/03/2024	5,85%	40 000	39 055	13 700	97,64%	34,25%	100,59%	5,63%
<i>Obligations du Trésor à 5 ans</i>	22/01/2021*	TG0000001494	25/01/2026	6,40%	80 000	52 050	22 785	65,06%	28,48%	100,08%	6,38%
	19/02/2021	TG0000001510	22/02/2026	6,10%	20 000	112 697	22 000	563,48%	110,00%	100,35%	6,02%
	05/03/2021*	TG0000001510	22/02/2026	6,10%	40 000	109 331	26 300	273,33%	65,75%	100,43%	5,99%
	16/04/2021*	TG0000001551	19/04/2026	5,90%	75 000	67 811	8 250	90,41%	11,00%	100,51%	5,78%
	30/04/2021	TG0000001577	03/05/2026	5,80%	20 000	52 515	22 000	262,58%	110,00%	100,46%	5,69%
	28/05/2021	TG0000001577	03/05/2026	5,80%	25 000	92 509	27 500	370,03%	110,00%	100,57%	5,66%
<i>Obligations du Trésor à 7 ans</i>	22/01/2021*	TG0000001502	25/01/2028	6,50%	80 000	73 619	40 849	92,02%	51,06%	99,81%	6,53%
	19/03/2021	TG0000001536	22/03/2028	6,30%	20 000	53 709	22 000	268,54%	110,00%	100,42%	6,22%
	16/04/2021*	TG0000001569	19/04/2028	6,15%	75 000	44 335	15 513	59,11%	20,68%	100,31%	6,09%
	21/05/2021	TG0000001593	21/05/2028	6,00%	20 000	56 759	22 000	283,80%	110,00%	100,30%	5,95%
	11/06/2021	TG0000001619	14/06/2028	5,98%	25 000	61 362	27 500	245,45%	110,00%	100,44%	5,90%
	17/09/2021*	TG0000001700	20/09/2028	5,90%	60 000	33 012	16 500	55,02%	27,50%	102,89%	5,39%
<i>Obligations du Trésor à 10 ans</i>	16/04/2021*	TG0000001544	19/04/2031	6,25%	75 000	86 737	58 737	115,65%	78,32%	99,46%	6,32%
	23/07/2021	TG0000001676	26/07/2031	6,20%	25 000	86 705	27 500	346,82%	110,00%	100,38%	6,15%
	20/08/2021	TG0000001684	23/08/2031	6,15%	25 000	120 983	27 500	483,93%	110,00%	100,92%	6,02%
	17/09/2021*	TG0000001692	20/09/2031	6,10%	60 000	120 141	49 500	200,24%	82,50%	103,25%	5,66%
<i>Obligations du Trésor à 10 ans</i>	19/11/2021	TG0000001718	22/11/2036	6,30%	50 000	132 639	55 000	265,28%	110,00%	100,78%	6,22%
Total					485 000	1 472 265	529 500	303,56%	109,18%		

Source : DGTCP

Les émissions des titres publics en 2021 se sont réalisées dans une parfaite liquidité du marché financier de l'UMOA, comme le témoigne l'évolution des taux de couverture.

Figure 5: Evolution des taux de couverture des émissions de titres publics de 2018 à 2021



Source : DGTCP

c- Allocations de Droits de Tirages Spéciaux (DTS)

Il convient de noter qu'au titre de l'année 2021, le Togo a bénéficié des allocations de Droits de Tirages Spéciaux (DTS) pour un montant total 111,7 milliards de FCFA.

IV. SITUATION DE LA DETTE PUBLIQUE

La dette publique est constituée de la dette publique directe de l'administration centrale.

La dette publique à fin décembre 2021 se chiffre à 2 912,48 milliards de FCFA, soit 62,43% du PIB. La situation de la dette publique de 2018 à 2021 est résumée dans le tableau ci-dessous.

Le taux d'endettement est passé de 51,95% en 2019 à 62,43% en 2021 et respecte la norme communautaire de l'UEMOA fixée à 70%.

Tableau 5 : Encours de la dette publique de 2018 à 2021 (en milliard de FCFA)

Libellés	2018	2019	2020	2021
Dette de l'Administration Centrale, par échéance et par type d'instrument de la dette	2 191,04	2 197,74	2 555,45	2 912,48
<i>Court terme selon échéance initiale</i>	352,1	161,80	156,76	41,67
Titres de créance	126,61	51,35	71,32	0
Crédits	0	25,00	0,00	0
Autres comptes à payer	225,49	85,44	85,44	41,67
<i>Long terme, par échéance initiale</i>	1 838,93	2 035,94	2 398,69	2 870,81
Titres de créance	958,03	1 069,52	1 251,95	1 524,00
Crédits	880,91	966,42	1 146,74	1 346,81
Autres comptes à payer	0	0	0	0
Dette totale	2 191,04	2 197,74	2 555,45	2 912,48
Titres de créance	1 084,64	1 120,88	1 323,27	1 524,00
Crédits	880,91	991,42	1 146,74	1 346,81
Autres comptes à payer	225,49	85,44	85,44	41,67
Par Devise	2 191,04	2 197,74	2 555,45	2 912,48
Monnaie locale	1 692,23	1 575,61	1 775,23	2 048,92
Monnaie étrangère	498,81	622,13	780,21	863,56
<i>Encours de la dette extérieure de l'administration centrale par type de créancier</i>	600,76	751,30	981,28	1 063,98
Créanciers officiels bilatéraux	40,85	32,31	35,63	47,08
Créanciers multilatéraux	237,55	331,71	478,44	520,63
Banques commerciales (Eximbank Chine ; Eximbank Inde, Sté GENERALE et MUFG_BANK OF TOKYO)	322,36	387,28	467,20	496,27

Source : DGTCP/DGEAE

Le service de la dette publique totale payé au cours de la gestion 2021, se chiffre à 506,23 milliards de FCFA dont l'apurement des arriérés envers la CRT qui est de 43,77 milliards de FCFA. Il n'y a pas eu d'accumulation des arriérés de paiements du principal et des intérêts au cours de la période tout comme au 31 décembre 2020.

Tableau 6 : Situation de la dette de 2018 à 2021

Libellés	2018	2019	2020	2021
Dette Totale	2 191,04	2 197,74	2 555,45	2 912,48
<i>Dette Extérieure</i>	600,76	751,3	981,28	1063,98
<i>Dette Intérieure</i>	1 590,28	1446,44	1574,17	1848,50
Total de Tirages / Emissions	517,18	534,04	762,3	712,27
<i>Dette Extérieure</i>	72,55	181,96	272,32	55,58
<i>Dette Intérieure</i>	444,64	352,08	489,98	656,69
Total du Service de la Dette (a + b)	439, 12	517,68	479,58	506,23
<i>Service de la Dette Extérieure</i>	42,26	47,24	31,95	39,05
<i>Service de la Dette Intérieure*</i>	396,86	470,45	447,62	467,18
Total des remboursements de principal (a)	368,77	431,82	381,6	406,44
<i>Dette Extérieure</i>	33,72	38,44	19,35	24,08
<i>Dette Intérieure</i>	335,05	393,38	362,25	382,36
Total des paiements d'intérêt et commissions (b)	70,35	85,86	97,98	99,80
<i>Dette Extérieure</i>	8,53	8,8	12,6	14,98
<i>Dette Intérieure</i>	61,82	77,07	85,37	84,82

Source : DGTCP

A. Dette publique intérieure

Le stock de la dette intérieure se chiffre à 1 848,50 milliards de FCFA à fin décembre 2021, soit une hausse de 17,43% par rapport à son niveau à fin 2020 due à la mobilisation des titres publics, aux décaissements des DTS.

Les arriérés consolidés audités par le cabinet KPMG et la dette des sociétés d'Etat liquidées se chiffrent à 41,67 milliards de FCFA. La dette structurée comprend majoritairement les titres publics émis sur le marché financier régional de l'UEMOA. Le détail est consigné dans le tableau ci-après.

Tableau 7 : Dynamique de la dette intérieure entre 2020 et 2021

LIBELLES	ENCOURS AU 31-12-2020	REMBOURSEMENT AU TITRE DU PRINCIPAL	TIRAGES 2021	ENCOURS AU 31-12-2021
I-TITRES DE CREANCES	1 323,27	328,77	529,50	1 524,00
EMPRUNTS OBLIGATAIRES	1 251,95	257,45	529,50	1 524,00
BONS DU TRESOR	71,32	71,32	0,00	0
II-PRETS	165,46	9,82	127,19	282,83
ALLOCATION DTS	0,28	0,28	111,72	111,72
BOAD et autre	165,19	9,54	15,47	171,11
III-AUTRES COMPTES A PAYER (ARRIERES)	85,44	43,77	0,00	41,67
TOTAL	1 574,17	382,36	656,69	1 848,50

Source : DGTCP

Le montant global des émissions brutes sur le marché régional ressort à 557,00 milliards de FCFA au titre de 2021 dont un bon infra annuel de 27,50 milliards de FCFA, en hausse de 18,93% par rapport à 2020. L'évolution des émissions de titres publics de 2016 à 2021 est présentée par la figure ci-après.

Figure 6 : Evolution des émissions de titres publics de 2016 à 2021



Source : DGTCP

B. Dette publique extérieure

1 - Situation de la dette extérieure à fin 2021

L'encours de la dette extérieure au 31 décembre 2021 se chiffre à 1 063,98 milliards de FCFA contre 981,28 milliards de FCFA un an plus tôt. Cette variation est due aux tirages pour 55,58

milliards de FCFA, des remboursements pour 24,08 milliards de FCFA, le rééchelonnement des échéances (Eximbank Chine et AFD) pour 10,84 milliards de FCFA et l'annulation des échéances du FMI pour 0,64 milliard de FCFA, ainsi que les fluctuations de taux de change et autres ajustements pour environ (41,00) milliards de FCFA.

Tableau 8 : Dynamique de la dette extérieure au 31 décembre 2021

CREANCIERS	ENCOURS AU 31.12.2019	PRINCIPAL PAYÉS EN 2021	TIRAGES 2021	DSSI 2021 (Covid-19)	VARIATIONS DE TAUX DE CHANGE AUTRES AJUSTEMENTS (TIRAGES ANTERIEURS)	ENCOURS AU 31.12.2021
BILATERAUX	35,63	2,08	10,94	0,07	2,52	47,08
COMMERCIAUX	467,2	16,39	8,65	10,77	26,04	496,27
MULTILATERAUX	478,44	5,61	36,00	-0,64	12,44	520,63
TOTAL	981,28	24,08	55,58	10,20	41,00	1 063,98

Source : DGTCP

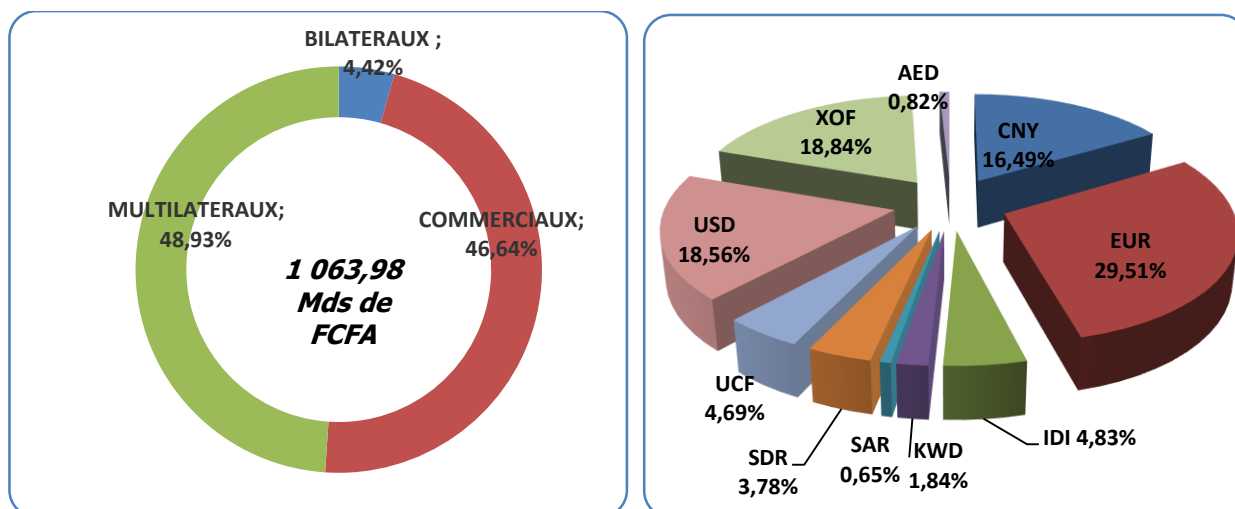
2 - Composition de la dette extérieure

La dette extérieure du Togo à fin décembre 2021 se chiffre à 1 063,98 milliards de FCFA et représente 36,53% du portefeuille, soit 22,81% du PIB.

La décomposition de l'encours de la dette extérieure par type de créancier et par devise est présentée ci-dessous.

L'encours de la dette extérieure est composé de 48,93% des engagements envers les créanciers multilatéraux, 46,64% envers les commerciaux et de 4,42% envers les bilatéraux.

Figure 7 : Composition de l'encours de la dette extérieure par type de créancier et par devise à fin 2021



Source : DGTCP

Au vu de la composition de l'encours, la dette publique est moins exposée au risque de taux de change. En effet, il est composé de 70,35% de dettes libellées en FCFA et de 10,72% de dette en Euro, soit 81,07% de dette non fluctuante et 18,93% de dette fluctuante.

Toutefois, le portefeuille de la dette extérieure (36,53% de la dette totale) est tout de même influencé par les fluctuations de certaines devises majeures dont les proportions sont : 18,56% pour le dollar US et 16,46% pour le yuan renminbi (CNY). On note une proportion non négligeable de la dette extérieure libellée en Euro (29,51%) qui est une devise non fluctuante vis-à-vis du FCFA. Il faut signaler également que tous les concours du FMI en DTS dont l'encours représente 18,84% de la dette extérieure n'ont pas d'effet sur le taux de change en raison de l'accord signé entre la BCEAO et l'Etat. Le risque de refinancement est faible pour la dette extérieure, compte tenu de la maturité longue de ce type de financement.

➤ **Emprunts bilatéraux**

Cette catégorie de dette occupe une faible part, soit 4,42% du portefeuille de la dette extérieure. Le principal créancier bilatéral du Togo est le Fonds Koweïtien (41,57%).

Tableau 9 : Caractéristiques et encours des emprunts bilatéraux au 31 décembre 2021

Créanciers	Devise de base du prêt	Durée (ans)	Différé (ans)	Taux d'intérêt (%)	Encours (en milliard de FCFA)	%
AFD	EUR	20	5	1	6,12	13,01
BELGIQUE	EUR	30	11	0	5,83	12,38
FDS SAOUDIEN	SAR	25	5	2	6,88	14,62
FONDS KOWEITIEEN	KWD	26	6	2	19,57	41,57
FONDS D'ABU DHABI	AED	20	5	1	8,67	18,43
TOTAL					47,08	100,00

Source : DGTCP

➤ **Emprunts multilatéraux**

La dette multilatérale se chiffre à 520,63 milliards de FCFA et vient en première position sur la base des trois (3) types de créanciers extérieurs représentant 48,93% du portefeuille de la dette extérieure. En termes de proportion, les engagements du Gouvernement togolais représentent 18,84% du portefeuille de la dette extérieure pour le FMI contre 14,34% pour l'IDA et 6,43% pour la BID.

Les emprunts multilatéraux se présentent comme le montre le tableau ci-dessous :

Tableau 10 : Caractéristiques et encours des emprunts multilatéraux au 31 décembre 2021

Créanciers	Devise de base du prêt	Durée (ans)	Différé (ans)	Taux d'intérêt (%)	Encours (en milliard de FCFA)	%
BADEA	USD	25	10	1	11,53	2,21
BEI	USD	22	6	2	8,67	1,66
BID*	USD-IDI	25	7	2	68,45	13,15
BIDC	USD-UCF	26	5	2,75	19,54	3,75
FAD	UCF	40	10	0,75	41,37	7,95
FIDA	SDR	40	10	0,75	7,65	1,47
FMI	SDR	10	6	0,5	200,42	38,50
IDA	EUR-SDR	36	6	0,75	152,63	29,32
OPEC	USD	20	5	2,25	10,37	1,99
TOTAL					520,63	100,00

NB : Pour la BID, il s'agit des charges administratives

Source : DDTCP

➤ Emprunts commerciaux

La dette commerciale qui s'élève à 496,27 milliards de FCFA occupe la deuxième place du portefeuille de la dette extérieure par type de créancier après les multilatéraux, soit 46,64%. L'Eximbank Chine (60,09%) est le principal créancier, suivi respectivement de la Société Générale (19,54%) et de Bank of Tokyo-MUFG (12,89%) dans le cadre de l'opération de reprofilage de la dette intérieure, puis de l'Eximbank Inde (6,54%) pour cette catégorie de dette. Il faut relever que les financements d'Eximbank Chine ont permis de réaliser de grands travaux d'infrastructures, notamment le projet de réhabilitation et d'extension de l'Aéroport international GNASSINGBE Eyadema et l'aménagement de voies de contournement au Togo.

Tableau 11 : Caractéristiques et encours des emprunts commerciaux au 31 décembre 2021

Créanciers	Devise de base du prêt	Durée (ans)	Différé (ans)	Taux d'intérêt (%)	Encours (milliard de FCFA)	%
EXIMBANK CHINE	USD - CNY	20	7	2	298,20	60,09
EXIMBANK INDE	USD	22	7	1,75	32,43	6,54
BK OF TOKYO-MUFG	EUR	10	2	4,68	63,98	12,89
SOCIETE GENERALE	EUR	10	2	4,54	96,95	19,54
BANQUE HAPOALIM	EUR	10	3	Euribor 6 mois+0,15%	4,71	0,95
TOTAL					496,27	100,00

Source : DGTCP

V – INDICATEURS DE COUT ET DE RISQUES DU PORTEFEUILLE

Les indicateurs de coût et de risques ont été calculés sur le portefeuille de la dette publique à fin décembre 2021 dont l'encours se chiffre à 2 912,48 milliards de FCFA (avec la prise en compte du

moratoire accordé par certains créanciers³ suite à la pandémie de la Covid-19, voir l'**Encadré 1** à la page 12). Il faut noter que le reste du stock des arriérés consolidés (1,43% du total de la dette) y compris la dette des entreprises d'Etat liquidées sera traité au cours des prochaines années.

Le tableau ci-dessous résume les indicateurs de coûts et de risques liés au portefeuille de la dette publique calculés à fin décembre 2021.

Tableau 12 : Indicateurs de coût et de risques à fin décembre 2021

Indicateurs de coût et risques		Dette extérieure	Dette intérieure	Dette totale
Montant (en milliard de FCFA)		1 063,98	1 848,50	2 912,48
Montant (en million d'USD)		1 980,38	3 440,61	5 420,99
Dette nominale en % du PIB		22,81	39,62	62,43
VAN en % PIB		17,68	39,62	57,31
Coût de la dette	Intérêts payés (% PIB)	0,39	2,22	2,61
	Taux d'intérêt moyen pondéré (%)	1,69	5,46	4,08
Risque de refinancement	ATM (année) : Maturité moyenne du portefeuille	8,23	5,26	6,35
	Dettes échéant dans un (1) an (% de la dette totale)	5,58	16,48	12,47
	Dettes échéant dans un (1) an mois (% PIB)	1,29	6,53	7,82
Risque de taux d'intérêt	ATR : Temps moyen jusqu'à refixation (année)	8,16	5,26	6,33
	Refixation dans un (1) an (% de la dette totale)	6,56	16,48	12,83
	Dettes à taux fixe y compris Bons du Trésor (% de la dette totale)	98,97	100,00	99,62
	Bons du Trésor en % de la dette totale	0,00	0,00	0,00
Risque de taux de change	Dettes extérieures en % de la dette totale			36,53
	Dettes extérieures exclues le FCFA et Euro en % de la dette totale			18,87

Source : DGTCP

A- Coût du portefeuille

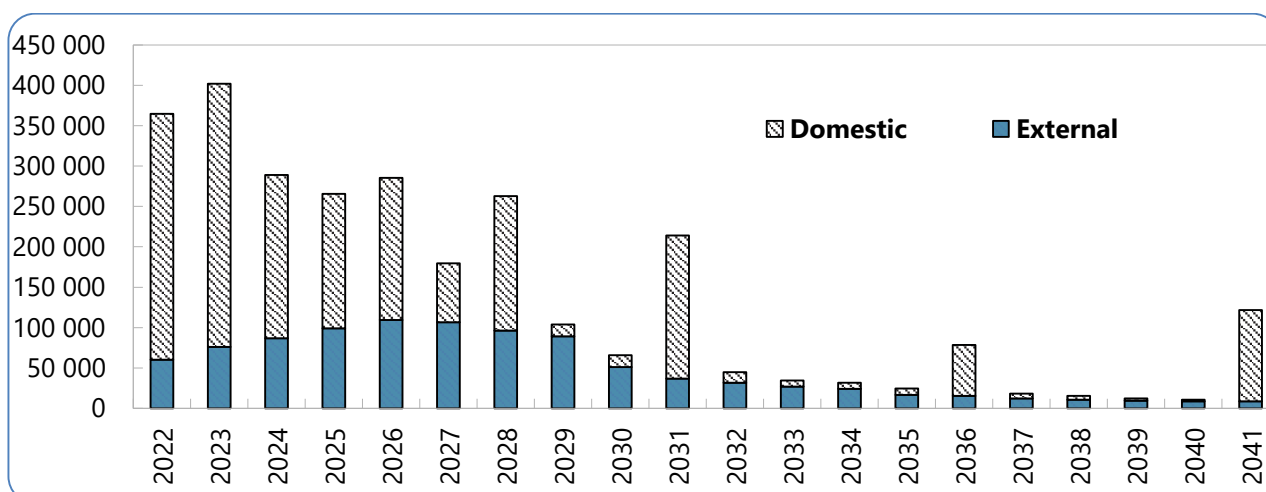
Le coût du portefeuille de la dette est analysé à travers le taux d'intérêt implicite. Il ressort à 4,08% à fin décembre 2021 contre 4,46% à fin décembre 2020. Le coût sur le marché régional a fléchi en 2021 en ligne avec l'orientation accommodante de la politique monétaire de la Banque Centrale. La dette intérieure, dominée par les titres publics coûte en moyenne 5,46%, soit au moins trois (3) fois plus cher que la dette extérieure (1,69%). La réduction de ce coût dépendra de la capacité de l'Etat à mobiliser à moyen terme les ressources concessionnelles.

³ Il s'agit de : AFD, FMI, Fonds Saoudien et Eximbank Chine

La charge d'intérêt représente 2,61% du PIB. Elle est de 2,22% du PIB pour la dette intérieure contre 0,39% du PIB pour la dette extérieure.

Le profil d'amortissement de la dette montre que le portefeuille est exposé à un risque de refinancement compte tenu de la maturité relativement courte des emprunts de la dette intérieure. La figure ci-dessous indique une concentration des échéances de la dette intérieure au cours des deux (2) prochaines années qui peuvent générer des pressions de refinancement.

Figure 8 : Profil d'amortissement de la dette à fin décembre 2021



Source : DGTCP

B- Risques liés au portefeuille de la dette existante

1- Risque de refinancement

Le risque de refinancement est mesuré à travers trois indicateurs :

- ✓ la maturité moyenne du portefeuille ;
- ✓ la proportion de dette qui arrive à échéance en pourcentage du PIB ; et
- ✓ la proportion de dette qui arrive à échéance en pourcentage de la dette totale.

La maturité moyenne de l'ensemble du portefeuille est de 6,35 ans à fin décembre 2021 contre 5,23 ans à fin décembre 2020. Cet indicateur est influencé positivement par la dette extérieure ayant une maturité moyenne de 8,23 ans. La maturité moyenne de la dette intérieure, quant à elle, est de 5,23 ans en 2021 contre 3,10 ans, tirée par l'Allocation DTS de 20 ans dont le Togo a bénéficié dans le cadre de la lutte contre la COVID-19 et aux émissions de longues maturités (7 à 15 ans).

L'encours de la dette arrivant à échéance au 31 décembre 2022 représenterait 12,47% de l'ensemble du portefeuille de la dette, soit 7,82% du PIB. La part de la dette intérieure qui arrive à échéance au 31 décembre 2022 serait de 16,48% contre 5,58% pour la dette extérieure.

Le profil de maturité indique une forte concentration des échéances au cours des deux (2) prochaines années, ce qui pourrait générer des pressions de refinancement.

2- Risque de taux d'intérêt

Le risque de refixation ou de taux d'intérêt est mesuré à l'aide de trois (3) indicateurs :

- ✓ la durée moyenne jusqu'à révision du taux ;
- ✓ la dette à réviser dans un délai d'un an ou moins ; et
- ✓ la dette à taux fixe.

Le temps moyen de l'ensemble du portefeuille jusqu'à la révision des taux est de 6,33 ans. Cet indicateur relativement faible est influencé par la dette intérieure ayant pour temps moyen de 5,26 ans. Le temps moyen de la dette extérieure est de 8,16 ans.

L'encours de la dette dont le taux sera révisé au 31 décembre 2022 représenterait 12,83% de la dette totale. Cette dette qui arrive à échéance sur la période devrait toutefois être refinancée à de nouvelles conditions financières du marché, ce qui exposerait le portefeuille à un risque de taux d'intérêt. C'est le cas notamment de 16,48% de la dette intérieure qui viendrait à échéance en 2022. Le niveau de la dette à taux variable dans le portefeuille est négligeable (0,37%), ce qui réduit l'exposition du portefeuille aux fluctuations des taux d'intérêts.

3- Risque de taux de change

Au vu de la composition de l'encours, la dette publique est moins exposée au risque de taux de change. En effet, il est composé de 70,35% de dettes libellées en FCFA et de 10,72% de dette en Euro, soit 81,07% de dette non fluctuante et 18,93% de dette fluctuante.

Le portefeuille de la dette extérieure (36,53% de la dette totale) est tout de même influencé par les fluctuations de certaines devises majeures dont les proportions sont : 18,56% pour le dollar US et 16,46% pour le yuan renminbi (CNY). On note une proportion non négligeable de la dette extérieure libellée en Euro (29,51%) qui est une devise non fluctuante vis-à-vis du FCFA. Il faut signaler également que tous les concours du FMI en DTS dont l'encours représente 18,84% de la dette extérieure n'ont pas d'effet sur le taux de change en raison de l'accord signé entre la BCEAO et l'Etat.

Encadré 1

1- Initiative de Suspension des Services de la Dette (ISSD)

Pour permettre aux pays à faible revenus de faire face aux conséquences de la pandémie de la Covid-19, au mois d'avril 2020, le Comité du développement, organe conjoint de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI), et les ministres des Finances du G20 ont validé la mise en place de l'Initiative de suspension du service de la dette (ISSD). Cette initiative principalement permet aux pays pauvres de concentrer leurs ressources sur la lutte contre la pandémie, afin de protéger la vie et les moyens de subsistance de millions de personnes vulnérables.

En application de l'ISSD, le Club de Paris a reconnu la République togolaise comme étant un bénéficiaire de l'initiative. Par conséquent, les représentants des pays créanciers du Club de Paris ont accepté d'accorder au Togo une suspension du service de la dette pour les échéances du 1er mai au 31 décembre 2020. Le Gouvernement togolais s'est engagé à consacrer les ressources libérées par cette initiative à l'augmentation des dépenses afin d'atténuer l'impact sanitaire, économique et social de la crise COVID-19. Le Togo a également sollicité auprès des autres créanciers officiels bilatéraux un traitement similaire du service de la dette sur la période convenue.

La République Togolaise a bénéficié de cette initiative auprès de Eximbank Chine, Fonds Saoudien, Fonds Koweïtien, AFD et FMI pour la première phase.

Pour la poursuite du soutien aux pays dans la lutte contre la Covid-19, une seconde phase de l'ISSD a été validée pour l'année 2021. A cet effet, le Togo a bénéficié cette initiative auprès de l'AFD et du Fonds Saoudien pour toute l'année 2021 et auprès de l'Eximbank Chine pour le premier semestre 2021.

Le montant du service de la dette ayant fait l'objet de moratoire est estimé à 12,36 milliards de FCFA dont 11,72 milliards de FCFA rééchelonné et 0,64 milliard de FCFA annulé (FMI).

Les créanciers du Club de Paris continueront de se coordonner étroitement avec les autres parties prenantes pour la mise en œuvre de cette initiative, en particulier lors de l'examen de nouvelle extension de la période de suspension.

2 – Obligations de Relance (OdR) et Bons de Soutien et de Résilience (BSR)

Pour appuyer les Etats membres de l'UMOA dans la gestion de la crise sanitaire, la BCEAO a mis en place des guichets spéciaux pour leur financement à travers les obligations et Bons de relance. En effet, au premier trimestre 2021, l'UMOA-Titres, en collaboration avec la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), a lancé le programme d'émissions d'Obligations de Relance (OdR) en vue de soutenir les plans de relance économiques des Etats de l'UEMOA. De plus, en août 2021, le guichet spécial de refinancement à douze (12) mois des Bons de Soutien et de Résilience (BSR) a été ouvert. Ces programmes viennent en complément aux actions déjà menées lors du précédent programme des Bons Covid-19 qui a été une réussite auprès des acteurs du marché financier régional.

Pour faire face aux effets de la pandémie de la COVID-19, l'Etat togolais a accordé de garantie sur les emprunts intérieurs en 2020 dans le cadre du soutien aux agriculteurs, sollicitée pour le compte du Projet relatif au Mécanisme Incitatif de Financement Agricole fondé sur le partage de risques

(MIFA S.A). Le montant des engagements garantis par l'Etat pour ce projet se chiffre à 17,30 milliards de FCFA. L'encours se chiffre à 1,64 milliard de FCFA à fin décembre 2021.

Tableau 13 : Encours des prêts garantis en 2021 par l'Etat en milliard de FCFA

BENEFICIAIRE	Projet	MONTANT GARANTI	ENCOURS FIN DECEMBRE 2021
MIFA S.A pour le compte des banques locales	Financement des acteurs de la chaîne de valeur agricole	17,30	1,64
PIB		4 665,38	4 665,38
Taux (en % du PIB)		0,37	0,04

NB : Il s'agit de la garantie accordée par l'Etat pour soutenir le secteur agricole des effets de la pandémie de la COVID-19

Source : DGTCP

VII- ACTIVITES DU COMITE NATIONAL DE LA DETTE PUBLIQUE (CNDP)

Les activités du CNDP au titre de l'année 2021 s'articulent autour des points suivants :

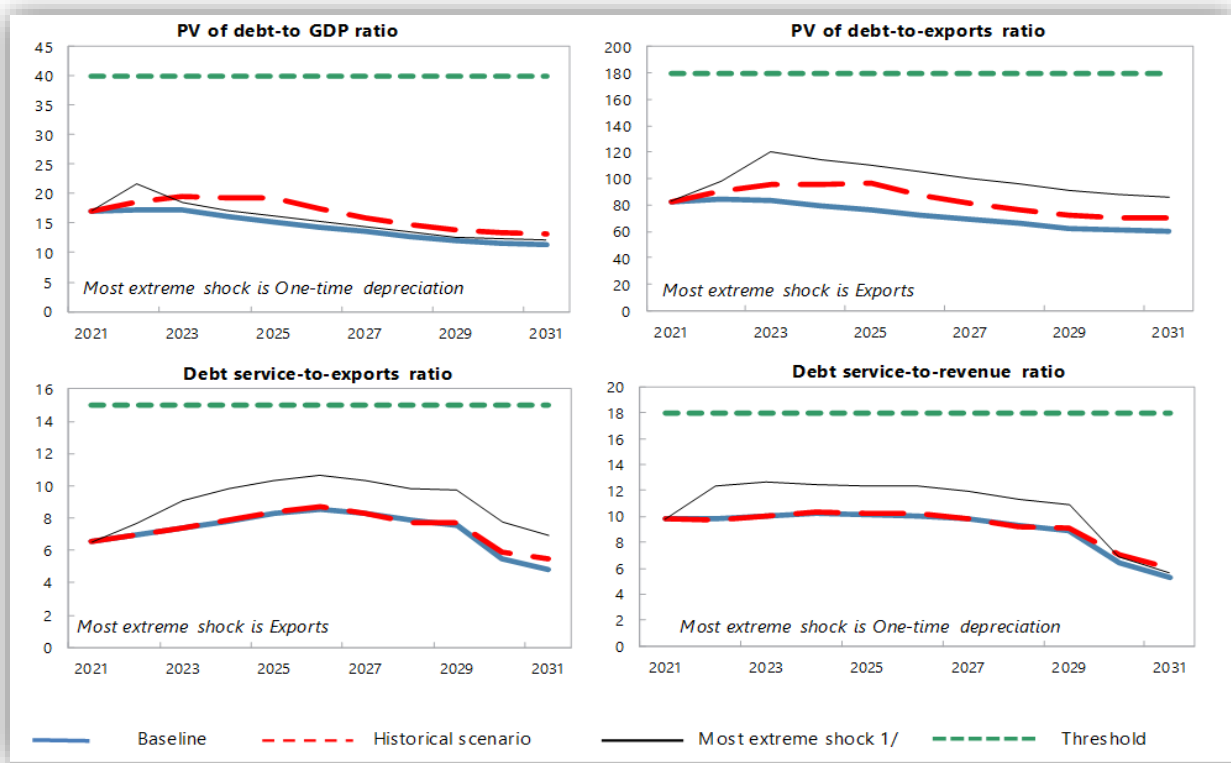
A- Analyse de la Viabilité de la Dette Publique

La Commission Technique du CNDP a procédé à l'Analyse de viabilité de la dette publique (AVD) du Togo sur la période 2021-2041 avec les données macroéconomiques et les données de la dette publique à fin décembre 2020.

A fin 2020, la note de l'Indice Composite (IC) attribuée au Togo dans le nouveau cadre révisé de viabilité de la dette (CVD) est de 2,89 le classant ainsi parmi les pays qui ont une capacité d'endettement moyenne.

Au regard des résultats obtenus, la dette extérieure présente à court et moyen termes, un risque de surendettement modéré. Il ressort que les indicateurs d'endettements extérieurs sont en deçà des normes requises dans le scénario de référence et dans les scénarios de chocs.

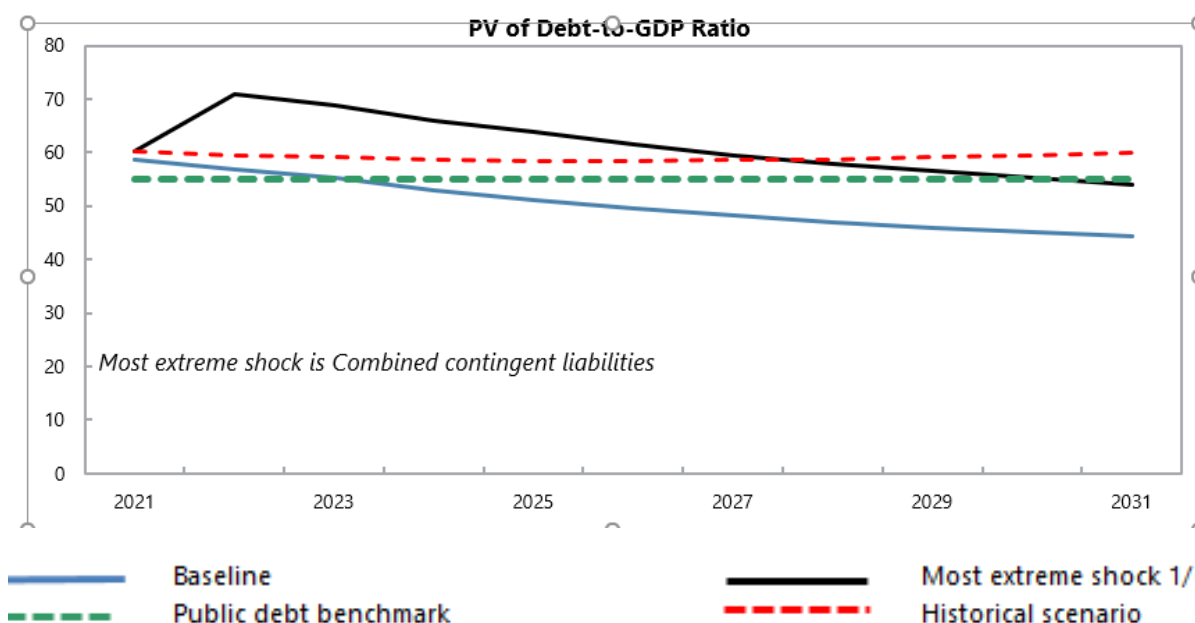
Figure 9 : Seuil de viabilité de la dette extérieure



Source : DGTCP (CVD)

La dette totale présente un risque de surendettement élevé entre 2021 et 2022 où la valeur actualisée de la dette rapportée au PIB (VA/PIB en fin décembre 2021 est égal 57,8%) est supérieure à la norme de 55% fixée dans le CVD. Les projections montrent que la dette totale passerait de risque élevé à risque modéré à l'horizon 2023 où le ratio s'établirait à 52,7% du PIB.

Figure 10 : Seuil de viabilité de la dette totale (VA/PIB)



Source : DGTCP (CVD)

B- Orientation de stratégie d'endettement public

Suivant les orientations du Gouvernement togolais, la stratégie d'endettement retenue pour la période 2022-2024 met l'accent sur la nécessité d'allonger les maturités du portefeuille de la dette publique tout en contribuant au développement du marché des titres publics de l'UEMOA et sur la possibilité d'une gestion plus active des titres (rachat, échange). Cette stratégie vise :

- la mobilisation des ressources auprès des créanciers extérieurs concessionnels et l'émission des titres publics de maturité relativement longue sur le marché financier régional ;
- la poursuite de la mise en œuvre par le Gouvernement des réformes dans le but de préserver les acquis du programme avec le FMI et de l'amélioration de la qualité de ses politiques et institutions pour bénéficier des nouvelles facilités de l'IDA19 (2021-2023) et du FAD15 (2020-2023) ainsi que des dons auprès d'autres partenaires pour la relance de l'activité économique affaiblie par la crise sanitaire due à la pandémie de la COVID-19 ;
- la mobilisation des ressources auprès des créanciers extérieurs semi-concessionnels tels que l'Eximbank Inde, le Fonds Koweïtien de Développement, le Fonds Saoudien de Développement et le Fonds Khalifa dont les projets sont en cours d'exécution ;
- le recours à la dette commerciale auprès des organismes spécialisés sans dégrader le caractère modéré du risque de la dette extérieure ;
- l'émission par le Trésor Public des titres par voie d'adjudication de maturité de 7 ans, 10 ans et plus pour rallonger la maturité de la dette intérieure.

C - Dossiers spécifiques examinés par le CNDP

Dans le cadre de ses activités, le CNDP a procédé en 2021 à l'élaboration et à la validation du document de la Stratégie de dette à moyen terme (SDMT 2021-2025). Le CNDP a procédé également à la validation des bulletins statistiques trimestriels. Au cours de la gestion 2021, le secrétariat du CNDP, assuré par la DDPF, a procédé à l'étude des projets d'accord de financement et a participé aux différentes négociations qui ont abouti à la signature des conventions de financement. Il a par ailleurs signé les accords de suspension des paiements du service de la dette avec les créanciers bilatéraux notamment l'AFD et l'Eximbank Chine dans le cadre de l'Initiative de Suspension du Service de la Dette (ISSD).

La DDPF a également procédé à l'examen des dossiers de requêtes de financement et des dossiers de demandes de prorogation de la date limite de décaissement des ressources de prêts et de dons.

Table des matières

LISTE DES TABLEAUX ET FIGURES	2
SIGLES ET ACRONYMES.....	3
Introduction	4
I- OBJECTIFS DE LA GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE.....	5
II- EVOLUTION DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES PUBLIQUES	5
A. Evolution de l'économie et des taux d'intérêt	5
1- Evolution de l'économie	5
2- Evolution des taux d'intérêts	7
III- POINT SUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA STRATEGIE D'ENDETTEMENT EN 2021	10
A- Financements extérieurs	10
1- Nouveaux engagements extérieurs	10
2- Etat de mise en œuvre du plan de financement 2021	11
B - Financements intérieurs.....	12
a - Obligations du Trésor	12
IV. SITUATION DE LA DETTE PUBLIQUE.....	14
A. Dette publique intérieure	16
B. Dette publique extérieure	17
1 - Situation de la dette extérieure à fin 2021.....	17
2 - Composition de la dette extérieure.....	18
V – INDICATEURS DE COUT ET DE RISQUES DU PORTEFEUILLE	20
Tableau 13 : Indicateurs de coût et de risques à fin décembre 2021.....	21
A- Coût du portefeuille.....	21
Figure 8 : Profil d'amortissement de la dette à fin décembre 2021	22
B- Risques liés au portefeuille de la dette existante	22
1- Risque de refinancement.....	22
2- Risque de taux d'intérêt	23
3- Risque de taux de change.....	23
VI- DETTE GARANTIE PAR L'ETAT.....	24
VII- ACTIVITES DU COMITE NATIONAL DE LA DETTE PUBLIQUE (CNDP)	25
A- Analyse de la Viabilité de la Dette Publique.....	25
B- Orientation de stratégie d'endettement public.....	27